

Philippe CHATENOUD

Dormez en paix , braves gens, et surtout , gardez bien les yeux "grands fermés".

Une France à majorité africaine et musulmane d'ici à 2100 ?

Le constat glacial de Pierre Brochand, ex-directeur de la DGSE.

* 20/10/2025

Dans un entretien au Figaro Magazine, l'ancien directeur de la DGSE dresse un diagnostic glaçant : la France, minée par l'immigration de masse et la désintégration culturelle, glisserait lentement vers une "confrontation interne" qui pourrait précipiter sa régression.

Vingt ans après les émeutes de Clichy-sous-Bois, Pierre Brochand, ancien patron des services secrets français (2002-2008), livre au Figaro Magazine une analyse d'une rare lucidité sur l'état du pays. Loin des euphémismes politiques, il évoque sans détour la désagrégation de la cohésion nationale, l'épuisement du modèle d'intégration et le danger croissant d'un éclatement social et identitaire. « Si nous restons bras croisés, nous irons vers le pire », prévient-il. « Ce pire sera la régression de notre pays en tous domaines, à commencer par la sécurité et le bonheur de vivre. »

De Clichy-sous-Bois à la France de 2025 : vingt ans d'aveuglement

Pour Pierre Brochand, les émeutes de 2005 n'étaient pas un accident, mais le symptôme d'un basculement profond. Depuis quarante ans, dit-il, la France a laissé s'installer sur son sol des populations venues de cultures incompatibles avec la sienne, tout en refusant de voir les conséquences de cette immigration massive. « Nos immigrés sont entrés avec de lourds bagages culturels, religieux, historiques, qu'ils n'ont pas abandonnés à la frontière », rappelle-t-il.

Le résultat : des enclaves ethno-culturelles, où s'enracinent islamisation, endogamie, délinquance et refus d'assimilation.

Brochand estime qu'environ 25 à 30 % des résidents français sont désormais issus de l'immigration récente, mais que seule une minorité de 5 à 10 % est véritablement assimilée. La majorité flotte, selon lui, « de la non-adhésion à la haine sur fond d'assistanat ». Une analyse brutale, mais conforme à ce que beaucoup d'élus locaux constatent sur le terrain : la fracture ethno-culturelle supplante peu à peu la fracture sociale.

La "guerre civile" ? Non, une "confrontation interne"

Contrairement à certains observateurs alarmistes, Brochand ne croit pas à une guerre civile au sens classique du terme — un affrontement organisé entre deux camps armés. Mais il décrit avec précision un processus de délitement, fait d'émeutes sporadiques, d'agressions, de pillages et d'une défiance croissante envers l'État. Un scénario où le pays s'enfonce dans

des sables mouvants, sans explosion brutale mais avec une lente asphyxie. L'ancien diplomate préfère parler de "confrontation interne", un affrontement hybride où les lignes de fracture sont autant ethniques que culturelles.

Il évoque un "magma souterrain" de frustrations et de haines, dont les éruptions périodiques — émeutes de 2005, 2023 ou 2024 — ne seraient que les premiers signes visibles.

Un État impuissant face à la tiers-mondisation

Sous la forme de l'État de droit, l'État régalien "n'est plus que l'ombre de lui-même", estime Brochand. Les forces de l'ordre, saturées et bridées par des contraintes juridiques, ne disposent plus des moyens d'assurer la paix civile. L'ancien patron de la DGSE dénonce un "renversement de paradigme" survenu dans les années 1970, lorsque la souveraineté des peuples a été remplacée par celle des individus : le droit de migrer a supplanté le droit des nations à se protéger.

Cette révolution silencieuse aurait ouvert la voie à une immigration devenue incontrôlable, mais aussi à l'impuissance volontaire des gouvernements, paralysés par la peur d'être accusés de racisme.

Le résultat : une France à deux vitesses. Les élites urbaines, abritées dans leurs "zones vertes", continuent de prêcher le vivre-ensemble, tandis que la France périphérique subit le choc multiculturel sans avoir le droit d'en parler.

Démographie, insécurité, impunité : la bombe à retardement

Brochand identifie la démographie comme l'accélérateur décisif du déclin.

Selon lui, la France se dirige, avant la fin du siècle, vers une majorité africaine et musulmane — un basculement qu'il juge "impossible à vivre paisiblement".

Ce changement d'échelle démographique, conjugué à la complaisance politique et judiciaire, alimente un système d'impunité généralisée. Les "zones de non-droit", désormais plus de 1 500 selon certaines estimations, deviennent des "territoires perdus" où l'État n'entre plus qu'en convoi.

Brochand y voit les prémisses d'une guérilla de basse intensité, semblable à des "insurrections coloniales en mode mineur". Le terrorisme, les pillages et les violences urbaines ne seraient plus que les manifestations visibles d'un même mal profond : la perte de la confiance sociale et du sens du bien commun.

L'ancien directeur de la DGSE n'est pas fataliste. Il estime qu'un sursaut reste possible, mais à condition d'un courage politique inédit.

Il appelle à geler les régularisations, réduire drastiquement les naturalisations, externaliser les demandes d'asile et rétablir une véritable autorité pénale. Des mesures qu'il juge nécessaires pour restaurer l'ordre public et la souveraineté nationale — à rebours d'un État obsédé par les "droits individuels" au détriment du bien commun.

Dans un paysage politique où la lucidité se paie souvent au prix du silence, la voix de Pierre Brochand tranche par sa clarté et son expérience. Ancien diplomate, chef du renseignement extérieur, observateur privilégié des fractures du monde, il ne s'exprime pas pour choquer mais pour alerter : la France, si elle continue à nier la réalité, risque de basculer dans une "tiers-mondisation" irréversible.

Crédit photo : DR (photo d'illustration)

[cc] Article relu et corrigé par ChatGPT. Breizh-info.com, 2025, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine